ML. - 1 - L. 4704/2.

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 7 avril 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux officiers de complément", a donné le 13 juillet 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e April 1955 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet betreffende de officieren van het aanvullingskader, heeft de 13e Juli 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour principal objet de déterminer les conditions auxquelles les officiers subalternes de réserve qui ont accompli un engagement au corps expéditionnaire pour la Corée pourront être admis dans le cadre des officiers de complément de l'armée. Il vise en outre, d'une part, à déroger pour ces officiers à l'article 4 de la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve et à remplacer, d'autre part, le chapitre VI de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, déjà modifié par la loi du 19 mars 1954.

\+

\+ \+

Le projet devrait être pourvu d'un intitulé.

Celui-ci pourrait être rédigé comme il sera indiqué ci-après si les dispositions constituant l'article 1er étaient insérées, - ce qui ne serait que normal étant donné le but poursuivi par cet article, - dans la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers de complément.

L'article 1er fixe les conditions d'accession des officiers de réserve ayant servi en Corée au cadre des officiers de complément, règle la manière dont sera déterminée leur ancienneté dans le cadre de complément, et déroge à l'article 4 de la loi du 18 avril 1905 en ce qui concerne le terme de l'engagement de longue durée qu'ils ont contracté.

.../...

Ces dispositions, bien que particulières à une catégorie peu nombreuse d'officiers de réserve, ressortissent, tout au moins en ce qui concerne les deux premiers points, aux modalités de recrutement des officiers de complément.

Il conviendrait qu'elles soient insérées dans la loi organique de ce cadre d'officiers où elles pourraient trouver place sous forme d'article 22.

Quant à la dérogation à l'article 4 de la loi du 18 avril 1905, comme elle n'est prévue qu'en faveur des seuls officiers de réserve de Corée qui demandent à passer dans le cadre de complément, il s'indique de l'insérer également dans la loi du 14 juillet 1951 dont elle pourrait constituer l'article 22, § 2. La rédaction de la disposition devrait toutefois être revue car telle quelle, elle n'exprime que fort imparfaitement l'intention du Gouvernement.

Sa portée n'est, en effet, pas seulement de permettre à un officier de réserve de Corée de passer au cadre de complément postérieurement à l'expiration de son engagement de longue durée; elle est aussi et surtout, d'après les renseignements donnés au Conseil d'Etat, de permettre le maintien en service des officiers qui souhaitent passer dans le cadre de complément, postérieurement à l'expiration de leurs temps de rappel de longue durée et jusqu'au moment où ils reçoivent notification de la décision prise concernant leur demande.

.../...

L'article 2 procède au remplacement du chapitre VI de la loi du 14 juillet 1951, intitulé "Mesures transitoires".

Ce chapitre comporte, et des dispositions qui ont épuisé leurs effets juridiques, et des dispositions dont le caractère est permanent. Le projet entend maintenir les premières parce qu'elles sont dans leur rédaction étroitement mêlées aux secondes. Il serait toutefois plus exact d'intituler ce chapitre de "Mesures particulières".

En ce qui concerne l'article 20, le projet se borne à le diviser en paragraphes et à remplacer les mots "à compter de la publication de la présente loi ". par l'énoncé de la date de cette publication, le 11 août 1951 .

Le troisième alinéa est scindé en deux paragraphes adaptés à la nouvelle division de l'article, de manière à distinguer plus nettement la situation des sous-officiers et la situation des officiers. En ce qui concerne les sous-officiers, il met fin à l'anomalie à laquelle se réfère l'exposé des motifs et les décharge, en outre, de subir l'épreuve sur la connaissance approfondie de l'une des deux langues nationales et l'épreuve sur la connaissance de la seconde langue prévue par la loi du 30 juillet 1938 pour les remplacer par une épreuve sur la seconde langue, à subir avant d'accéder au grade de capitaine.

.../...

Quant à l'article 21 il reprend, au § 1er, le § 1er de l'article 21 inséré dans la loi du 14 juillet 1951 par la loi du 19 mars 1954 tout en le divisant en deux alinéas, et, au § 3, le § 3 de l'article 21 de la loi du 14 juillet 1951 en y apportant de légères modifications de forme dénuées de caractère juridique.

Au § 2, le projet reprend en un alinéa, le § 2 de l'article 21 de la loi du 14 juillet 1951 aux termes duquel "les officiers mentionnés à l'article 20 sont nommés dans le cadre de complément au jour où ils y sont admis et au grade dont ils sont revêtus à ce moment" en y ajoutant toutefois, en ce qui concerne la computation de l'ancienneté, une modalité importante suivant laquelle l'ancienneté, sera déterminée par le temps de service actif effectué dans ce grade, " au cours de leur rappel de longue durée".

Toutes les dispositions du projet étant appelées, en vertu de l'article 3, à produire leurs effets au 11 août 1951, cette modalité nouvelle fera rétroactivement obstacle à ce que ces officiers puissent faire valoir l'ancienneté qu'ils auraient acquise antérieurement au rappel de longue durée. Dans la mesure où elle pourra régir des situations révolues, elle portera, dès lors, atteinte à des droits acquis puisqu'elle privera rétroactivement les officiers qui ont une ancienneté antérieure au rappel de longue durée d'en bénéficier alors que les dispositions en vigueur ne l'interdisent pas.

.../...

L'article 3 est la reproduction textuelle de l'article 2 de la loi du 19 mars 1954. Comme celui-ci, il dispose :

"Article 3 - La présente loi sort ses effets le 11 août 1951. Le Roi peut procéder à des nominations rétroactives au grade de lieutenant de complément pour régulariser la situation des officiers visés à l'article 21, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951".

Cet article comporte donc, à la première phrase, la même anomalie que l'article 2 de la loi du 19 mars 1954, qui consiste à prévoir l'entrée en vigueur des dispositions du projet à une date antérieure à celle de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 14 juillet 1951.

Cette dernière loi est, en effet, entrée en vigueur non le 11 août 1951, jour de sa publication, mais, conformément au droit commun, le 21 août 1951, c'est-à-dire dix jours après sa publication.

Si le Gouvernement persiste dans son intention de donner un effet rétroactif à la loi nouvelle, il se conçoit difficilement que cet effet remonte au delà du jour de l'entrée en vigueur de la loi de 1951 que le projet vise à compléter. La date du 11 août 1951 devrait, dès lors, être remplacée par celle du 21 août 1951.

Quant à l'anomalie qui entache la loi du 19 mars 1954, il pourrait y être remédié en insérant dans le projet un article portant abrogation de cette loi. Il n'y aurait à cela aucun inconvénient car ses dispositions sont reprises par le projet ou ont épuisé leurs effets, comme c'est spécialement le cas de la deuxième phrase de l'article 2 de la loi de 1954, que reprend inutilement l'article 3 du projet.

.../...

La rétroactivité prévue à l'article 3 n'a, en définitive, d'utilité qu'en ce qui concerne le nouvel article 21, § 2 que le projet propose d'introduire dans la loi du 14 juillet 1951. Mais à cet égard il soulève l'observation formulée par le Conseil d'Etat lors de l'exament de cette disposition.

Le texte ci-après établi par le Conseil d'Etat tient compte des diverses observations qui ont été formulées.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 14 JUILLET 1951 SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS DU CADRE DE COMPLEMENT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.

Le chapitre VI, "Dispositions transitoires", de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, modifiée par la loi du 19 mars 1954, est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"Chapitre VI - Dispositions particulières.

Article 20.

... (comme au projet du Gouvernement) ...

Article 21.

... (comme au projet du Gouvernement, sous réserve de l'observation concernant le § 2) ...

Article 2.

Il est inséré dans la même loi un article 22, rédigé comme suit :

"Article 22.

§ 1er - A condition de satisfaire aux dispositions prévues à l'article 2, 3°, 5° et 6°, les officiers subalternes de réserve qui ont accompli un engagement au corps expéditionnaire pour la Corée, peuvent être admis dans le cadre des officiers de complément jusqu'au ...

Ces officiers sont nommés dans le cadre de complément au jour où ils sont admis avec le grade dont ils sont revêtus à ce moment et avec l'ancienneté déterminée par le temps de service actif effectué dans ce grade au cours de leur rappel de longue durée.

§ 2 - Par mesure transitoire et par dérogation à l'article 4 de la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve, modifiée par la loi du 14 juillet 1951, les rappels de longue durée souscrits par les officiers visés au § 1er qui demandent leur admission dans le cadre de complément sont censés prorogés jusqu'au moment de l'admission de ces officiers dans le cadre, ou, si leur candidature est rejetée, jusqu'au moment de la notification de la décision de rejet ".

.../...

Article 3.

La loi du 19 mars 1954 modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers de complément est abrogée.

Article 4.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

L'article 21, § 2, a effet au 21 août 1951.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het voornaamste doel van het ontwerp is, vast te stellen onder welke voorwaarden lagere reserveofficieren die bij het Expeditiekorps voor Korea een dienstverbintenis hebben volbracht, in het aanvullingskader der officieren van het leger kunnen worden opgenomen. Ook wil het ten aanzien van die officieren enerzijds afwijking toestaan van het bepaalde in artikel 4 van de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, anderzijds, nieuwe voorzieningen in de plaats stellen van hoofdstuk VI van de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader, die reeds bij de wet van 19 Maart 1954 is gewijzigd.

\+

\+ \+

Het ontwerp behoort een opschrift te krijgen.

Hiervoor kan de verder aanbevolen tekst dienen, indien evenwel de bepalingen van artikel 1 in de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader worden opgenomen, hetgeen, gelet op het doel van het artikel, slechts normaal zou zijn.

Artikel 1 stelt vast, onder welke voorwaarden de reserveofficieren die in Korea gediend hebben in het aanvullingskader kunnen worden opgenomen, regelt de wijze waarop hun ancienniteit in het aanvullingskader zal worden bepaald, en wijkt af van artikel 4 van de wet van 18 April 1905 voor wat aangaat de termijn van de dienstverbintenis voor een lange duur, die zij hebben aangegaan.

Ofschoon deze bepalingen alleen voor een weinig talrijke categorie van reserveofficieren gelden, houden zij, althans wat betreft de eerste twee punten, verband met de wijze van aanwerving van de officieren van het aanvullingskader.

Daarom dienen zij te worden opgenomen in de organieke wet betreffende dit officierenkader, waar zij als artikel 22 plaats kunnen vinden.

Wat de afwijking van artikel 4 van de wet van 18 April 1905 betreft, het ware raadzaam ook deze in de wet van 14 Juli 1951, en wel als artikel 22, § 2, op te nemen, aangezien zij immers alleen werkt ten gunste van de reserveofficieren uit Korea, die naar het aanvullingskader wensen over te gaan. De redactie van deze bepaling dient overigens te worden omgewerkt, want de gegeven tekst geeft de bedoeling van de Regering vrij onduidelijk weer.

De strekking van deze bepaling is immers niet alleen, een reserveofficier uit Korea in staat stellen na het verstrijken van zijn dienstverbintenis van lange duur naar het aanvullingskader over te gaan, maar ook en voornamelijk, volgens hetgeen aan de Raad van State is medegedeeld, mogelijk te maken dat officieren, die naar het aanvullingskader wensen over te gaan, na het verstrijken van hun dienstverbintenis van lange duur en tot het tijdstip waarop zij van de beslissing omtrent hun aanvraag kennis krijgen, in dienst worden behouden.

Artikel 2 vervangt hoofdstuk VI van de wet van 14 Juli 1951, getiteld "Overgangsbepalingen".

.../...

Dit hoofdstuk bevat, naast bepalingen die niet langer rechtsgevolgen kunnen hebben, andere met een permanent karakter. Het ontwerp wil de eerste behouden omdat zij in de tekst in nauw verband staan met de tweede. Juister ware dan ook als opschrift voor dit hoofdstuk te nemen : "Bijzondere maatregelen".

Wat artikel 20 betreft, doet het ontwerp niets anders dan dit artikel in paragrafen indelen en de uitdrukking "na de bekendmaking van deze wet" vervangen door de opgave van de datum van deze bekendmaking, namelijk 11 Augustus 1951.

Het derde lid wordt in twee paragrafen gesplitst, volgens de nieuwe indeling van dat artikel, zodat een duidelijker onderscheid wordt gemaakt tussen de toestand van de onderofficieren en officieren. Ten aanzien van de onderofficieren maakt het een einde aan de ongewone toestand waarvan in de memorie van toelichting sprake is, ontslaat het hen bovendien van het afleggen van het examen over de grondige kennis van een van beide landstalen en van het bij de wet van 30 Juli 1938 voorgeschreven examen over de kennis van de tweede taal, en stelt het in de plaats daarvan een examen over de tweede taal , af te leggen vóór de bevordering tot kapitein.

Artikel 21 neemt in de eerste paragraaf, die het in twee leden verdeelt, de tekst van § 1 van artikel 21 over, welke de wet van 19 Maart 1954 in de wet van 14 Juli 1951 heeft ingevoegd ; in § 3 geeft het de tekst van § 3 van artikel 21 van de wet van 14 Juli 1951, met kleine vormwijzigingen zonder juridische betekenis.

.../...

Onder § 2 neemt het ontwerp in één lid de tweede paragraaf van artikel 21 van de wet van 14 Juli 1951 over, zeggend dat "de officieren, in artikel 20 vermeld, in het aanvullingskader worden benoemd de dag waarop zij er in zijn opgenomen en met de graad die zij op dat tijdstip hebben", maar het voegt daaraan, in verband met de berekening van de ancienniteit, een belangrijk voorschrift toe, namelijk dat de ancienniteit bepaald wordt door de "in die graad tijdens hun wederoproeping voor lange duur volbrachte werkelijke dienst-tijd".

Aangezien alle bepalingen krachtens artikel 3 uitwerking zullen hebben vanaf 11 Augustus 1951, zal dit nieuwe voorschrift retroactief verhinderen, dat deze officieren de ancienniteit, die zij vóór hun wederoproeping voor lange duur hebben verkregen, kunnen laten gelden. Voor zover daarbij toestanden in het verleden kunnen worden geregeld, zal derhalve aan verkregen rechten afbreuk worden gedaan, aangezien officieren met ancienniteit dagtekenende van vóór hun wederoproeping voor lange duur, retroactief zullen worden belet daar gebruik van te maken, hetgeen volgens de thans geldende bepalingen niet het geval is.

Artikel 3 zegt hetzelfde als artikel 2 van de wet van 19 Maart 1954, en luidt als volgt :

"Artikel 3.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 11 Augustus 1951. De Koning kan officieren, bedoeld in artikel 21, § 1, van de wet van 14 Juli 1951, met terugwerkende kracht tot luitenant van het aanvullingskader benoemen, ten einde hun toestand te regulariseren".

.../...

In de eerste volzin van dit artikel komt dus dezelfde ongerijmdheid voor als in artikel 2 van de wet van 19 Maart 1954, namelijk dat de bepalingen van het ontwerp in werking treden vóór de inwerkingtreding van de gewijzigde wet van 14 Juli 1951.

Laatstgenoemde wet is immers niet op 11 Augustus 1951, datum harer bekendmaking, maar, overeenkomstig het gemeen recht, op 21 Augustus 1951 in werking getreden, dit wil zeggen tien dagen na de bekendmaking.

Blijft de Regering bij haar voornemen, aan de nieuwe wet terugwerkende kracht te verbinden, dan nog is het moeilijk denkbaar dat deze terugwerkende kracht verder gaat dan de dag van de inwerkingtreding van de wet van 1951, welke het ontwerp wil aanvullen. De datum 11 Augustus 1951 dient derhalve door 21 Augustus 1951 te worden vervangen.

De ongerijmdheid in de wet van 19 Maart 1954 zou van haar kant kunnen worden opgeheven door in het ontwerp een artikel tot opheffing van deze wet in te voegen. Hiertegen is geen bezwaar, want de bepalingen er van zijn in het ontwerp overgenomen of hebben niet langer rechtsgevolgen, zoals in het bijzonder het geval is met de tweede volzin van artikel 2 van de wet van 1954, die zonder enig nut in artikel 3 van het ontwerp wordt herhaald.

De in artikel 3 bepaalde terugwerkende kracht heeft ten slotte alleen nut voor het nieuwe artikel 21, § 2, dat het ontwerp in de wet van 14 Juli 1951 wil invoegen. Maar in dat opzicht blijft de opmerking van kracht, die de Raad van State reeds bij het onderzoek van deze bepaling heeft gemaakt.

.../...

Met de naar voren gebrachte opmerkingen is in de tekst, welke de Raad van State hieronder voorstelt, rekening gehouden.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 14 JULI 1951 OP DE STAND EN DE BEVORDERING VAN DE OFFICIEREN VAN HET AANVULLINGSKADER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Hoofdstuk VI, "Overgangsbepalingen", van de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader, gewijzigd bij de wet van 19 Maart 1954, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Hoofdstuk VI.- Bijzondere bepalingen.

"Artikel 20.-

... (zoals in het ontwerp van de Regering) ...

.../...

Artikel 21.-

... (zoals in het ontwerp van de Regering, onder voorbehoud van de met betrekking tot § 2 gemaakte opmerking) ...

Artikel 2.-

In dezelfde wet wordt een als volgt luidend artikel 22 ingevoegd :

"Artikel 22.-

§ 1. Mits zij aan het bepaalde in artikel 2, 3°, 5° en 6°, voldoen, kunnen de lagere reserveofficieren, die een dienstverbintenis bij het Expeditiekorps voor Korea hebben volbracht, in het kader der toegevoegde officieren worden opgenomen tot . . .

Deze officieren worden in het aanvullingskader benoemd de dag waarop zij daarin worden opgenomen, met de graad die zij op dat tijdstip hebben en met de anciënniteit, bepaald door de duur van de actieve dienst welke zij in die graad gedurende hun wederoproeping voor lange duur hebben verricht.

§ 2. Bij overgangsmaatregel en in afwijking van artikel 4 van de wet van 18 April 1905 op de staat en de stand van de reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951, worden de wederoproepingen voor lange duur, ondertekend door de in § 1 bedoelde officieren die om opneming in het aanvullingskader verzoeken, geacht te zijn verlengd tot op het tijdstip van de opneming dezer officieren in het kader, of, indien hun candidatuur is afgewezen, tot op het tijdstip van de kennisgeving der afwijzende beschikking".

.../...

Artikel 3.-

De wet van 19 Maart 1954 tot wijziging van de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader wordt opgeheven.

Artikel 4.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 21, § 2, heeft uitwerking met ingang van 21 Augustus 1951.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,
P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P. ANSIAUX,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

De heren : F. LEPAGE, raadsheer van State, voorzitter
J. COYETTE, raadsheren van State,
G. VAN BUNNEN,
P. COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving,
P. ANSIAUX,
G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.